

DRUSENHEIM Equipement Caddie retrouve la confiance de Carrefour

Bonne nouvelle pour les Ateliers Réunis Caddie. Le fabricant de chariots de supermarché vient de remporter un nouveau marché de poids. L'enseigne Carrefour vient de faire savoir qu'elle venait de lui passer commande de 20 000 chariots hybrides destinés à équiper une partie de ses magasins. Pour l'entreprise de Drusenheim, ce choix représente « un tournant », reconnaît son PDG Stéphane Dedieu. D'abord parce que Caddie retrouve la confiance de son client historique Carrefour

qui, après s'être tourné vers son concurrent, a décidé de revenir vers le constructeur français. Ensuite parce que cette commande de 3,8 millions d'euros (le chiffre d'affaires 2016 des Ateliers Réunis est de 26 millions d'euros) lui apporte un volume d'activité significatif. Et enfin parce qu'elle assure la diffusion d'un de ses nouveaux modèles doté d'un fond métallique et d'un panier plastique. Les premiers chariots seront livrés à Carrefour à la fin de ce mois.

NIEDERHAUSBERGEN Brasserie La Mercière Vers une solution de sortie : lancement du financement participatif

La brasserie artisanale La Mercière de Niederhausbergen lance aujourd'hui un financement participatif dans le cadre de son projet de réimplantation. La brasserie, dirigée par Imène et Franck Julich, doit quitter la commune faute de pouvoir s'y développer (DNA des 9, 11 et 14 décembre 2016). Le couple est en train de finaliser un projet d'installation dans une autre commune située au nord-ouest de Strasbourg, hors périmètre de l'Eurométropole. « Rien n'est encore signé », même si les discussions sont très avancées, explique Imène

Julich. « Aujourd'hui, nous pouvons financer nous-mêmes l'achat du nouveau site. Le financement participatif doit, dans un premier temps, permettre la réalisation des travaux d'implantation de la brasserie dans les locaux », explique-t-elle.

► Plus d'infos dès aujourd'hui sur www.bulbintown.com/projects/la-brasserie-la-merciere, ou sur la page Facebook Brasserie La Mercière. Une soirée de soutien est organisée au bar Le Local (3, rue de l'Abreuvoir à Strasbourg) demain 14 janvier.

ALSACE Rénovation énergétique des bâtiments Oktave : des travaux engagés pour 2,1 millions d'euros

Oktave, le service intégré de rénovation énergétique créé par l'Ademe et la Région Grand Est, a connu « un bon démarrage », estiment ses promoteurs. Un an après sa création, ce dispositif qui doit faciliter la rénovation complète des maisons individuelles à un niveau de basse consommation a reçu 350 demandes de particuliers désireux de se renseigner sur la rénovation énergétique de leur logement. Ces contacts, noués dans les neuf antennes locales du service en Alsace, ont généré 160 visites de conseillers sur le terrain, qui ont elles-mêmes abouti à l'élaboration de 74 dossiers. Les conseillers Oktave, rappellent la région et l'Ademe, accompagnent les particuliers dans la définition puis le montage de leur projet, ils les mettent en relation avec des groupements d'artisans formés et référencés, puis les aident à choisir l'offre la plus adéquate dans le respect de leurs contraintes budgétaires. Ils sont aussi à leurs côtés dans le choix de la solution de financement la plus appropriée, dans les démarches de sollicitation des aides auxquelles ils peuvent

prétendre, et lors de la réalisation des travaux.

Les premiers chantiers sont achevés

À ce jour, précise Oktave, une vingtaine de dossiers de travaux ont été validés, représentant un total de 2,1 millions d'euros, et six prêts Oktave ont été octroyés pour un montant total de 198 238 euros. Les premiers chantiers sont d'ailleurs achevés. Une trentaine d'autres dossiers sont en cours de montage. Parallèlement, 28 groupes composés au total de 198 artisans alsaciens formés et agréés ont été constitués. Oktave, qui projette d'atteindre le seuil de 90 groupes d'ici à mi-2018, envisage aussi d'étendre le référencement des professionnels aux architectes et aux maîtres d'œuvre. La région et l'Ademe lui ont enfin assigné un nouvel objectif : se « déployer sur l'ensemble de la Région Grand Est » afin de « favoriser la rénovation énergétique à plus grande échelle ». Renseignements : www.oktave.fr

DISTINCTION Le trophée Osez pour Marie Thiard Lagadec

La 2^e édition du trophée Osez attribué par l'Union nationale de l'artisanat des métiers de l'ameublement (UNAMA) a récompensé trois artisans français. Parmi eux figure Marie Thiard Lagadec, tapisserieuse enseignante à Geispolsheim (atelier MKI), venue à ce métier suite à une reconversion professionnelle.

Son trophée, dans la catégorie Ambiance, lui sera remis demain 14 janvier à la Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg par Patrick Kruse, directeur délégué de l'UNAMA, en présence de Bernard Stalter, président de l'assemblée permanente des Chambres de métiers et d'artisanat.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE 71 projets de recherche soutenus pour 20M€

Conectus, accélérateur d'innovation

La société d'accélération du transfert de technologie (SATT) Conectus Alsace facilite la valorisation des brevets de la recherche publique dans l'économie. En 5 ans, elle a boosté 71 projets pour un montant total de 20,8 millions d'euros.

Du laboratoire à la mise sur le marché, Conectus Alsace simplifie, accélère le processus de transfert de technologie vers les entreprises. Pionnière dans la démarche, l'Alsace reste le seul territoire français où tous les partenaires de recherche et d'enseignement supérieur (*) ont choisi de mutualiser leurs opérations de transfert au sein de la SATT devenue leur « interlocuteur unique » en matière de brevets et de transfert de technologie.

Le chaînon manquant entre recherche et entreprises

Au vu des résultats, Conectus a obtenu une 2^e tranche de financement en forte augmentation : son enveloppe est passée de 12 millions d'euros à 18 millions d'euros pour la période 2015-2017.

Durant son premier quinquennat, Conectus a injecté 20,8 millions d'euros dans 71 projets « de maturation », pour démontrer la pertinence d'une invention, financer un prototype fonctionnel... Des interventions qui contribuent à réduire les risques et à rendre plus aisée l'adoption de ces technologies par le monde économique. Conectus a réalisé plus de 80 transferts de technologie. « Chaque mois, on signe avec deux entreprises », indique Nicolas Carboni, son président. Une quinzaine de start-up ont ainsi connu un développement accéléré. Chercheur au CNRS, Alain Wa-



Nicolas Carboni et les dirigeants de start-up issues de la recherche soutenue par Conectus Alsace. PHOTO DNA - LAURENT RÉA

gnier a vécu en 2001 une première « expérience frustrante avec « une technologie « sortie trop tôt du laboratoire, manquant de financement, qui n'a jamais vu le jour. » « En 2013, témoigne-t-il, on s'est retrouvé dans le même cas de figure avec des résultats scientifiques prometteurs ». La SATT a soutenu le projet à hauteur de 350 000€, mettant le pied à l'étrier à la start-up Syndivia. Trois mois plus tard, elle signait des contrats de codéveloppement et générait déjà du chiffre d'affaires. « Conectus, dit le chercheur, est « le premier maillon qui permet de passer d'une découverte à une innovation. » Pour franchir ce cap, faire d'un prototype labo un produit, l'argent reste le nerf de la guerre, estime Stéphanette Englaro, présidente d'In'Air Solutions, start-up spécialisée dans la qualité de l'air. « Conectus nous a donné de la crédibilité pour lever 1,2 million d'euros et gagner la confian-

ce d'un investisseur, via un projet de maturation. Avant, la start-up a frôlé la faillite ». Depuis, In'Air Solutions a présenté trois produits au salon Pollutec et a reçu 50 demandes de devis. La société Domain Therapeutics dédiée à la découverte de nouveaux médicaments contre le cancer a vu sa start-up alsacienne Peptimimesis lever plus d'un million d'euros et signer un contrat avec la firme pharmaceutique IPSEN. « La SATT a changé les règles du jeu. Elle a créé cette notion de coconception, de comaturation en liaison avec l'entreprise destinataire. C'est un partenaire de proximité, le chaînon manquant », souligne Pascal Neuville, président de la société de biotech. Pour Conectus, le retour sur investissement se fera sur le long terme, 10-12 ans. « La finalité est d'être un instrument de développement économique, un outil pour relier le monde des laboratoires et des entreprises », précise

Nicolas Carboni. « Les 20 millions d'euros injectés lui ont déjà permis de rentrer plus de 4 millions d'euros. Ces revenus, provenant de la revente de licences d'exploitation des brevets, lui permettent de se refinancer. » I.N.

► (*) L'université de Strasbourg, l'UHA, l'INSA, l'ENGEEES, l'INSER et le CNRS.

LE CHIFFRE

35M€

Les entreprises seules ont consacré plus de 35 millions d'euros au financement de travaux de recherche au sein des laboratoires alsaciens. De son côté, Conectus Alsace gère 111 brevets et savoir-faire.

STRASBOURG Fonction publique

Craintes sur l'emploi à la Direccte Grand Est

À l'appel de sept syndicats, une soixantaine de personnels de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) ont manifesté hier contre la réduction des effectifs prévue en 2017.

COMME PRÉVU par la loi de finances adoptée en décembre, le redressement des comptes publics se traduira cette année par de nouvelles suppressions de postes dans la fonction publique d'État. Les services déconcentrés ne sont pas épargnés : à la Direccte Grand Est qui emploie près de 800 agents répartis sur dix sites, ce sont au total 50 postes dont 26 d'inspecteurs et de contrôleurs du travail qui doivent, selon les syndicats, être supprimés « par le jeu des mutations et des départs à la retraite non remplacés ». « Demain, ce sera encore plus de



Selon les syndicats, 50 postes sont menacés de suppression en 2017 au sein des services de la Direccte Grand Est. PHOTO DNA - C. JOUBERT

zones de non-droit du travail sur le territoire régional et moins de possibilités pour les salariés de faire respecter la réglementation », estime Daniel Carlier, délégué UNSA-ITEFA, qui rappelle que 130 postes ont été supprimés dans les différents pôles de la Direccte à l'échelle du Grand Est depuis 2011, date de la réforme des services de l'État. « On n'arri-

ve plus à faire notre travail correctement. Le dialogue social se dégrade, et il y a de plus en plus de cas de risques psychosociaux à gérer », ajoute celui qui siège également au comité technique ministériel. Hier, les agents réunis dans la cour de la Direccte Grand Est à l'appel de l'intersyndicale CNT-CGT-FO-Solidaires-UNSA-FSU-

CFDT ont réclamé l'arrêt complet des suppressions de postes. « Nous ne sommes pas des parasites, nous défendons le service public », ont-ils notamment scandé.

« Versement à parts égales de la CIA »

Les agents ont également protesté contre le mode d'attribution « inégalitaire » du complément indemnitaire annuel (CIA) versé fin 2016 : « Nous demandons un versement à parts égales de ce reliquat de prime, quelle que soit la catégorie des personnels. Notre travail est une action collective. Pris individuellement, il ne vaut rien », a expliqué une déléguée CNT.

Une entrevue avec Thomas Kapp, responsable de l'unité du Bas-Rhin de la Direccte, a laissé sur leur faim les représentants de l'intersyndicale. Une prochaine assemblée générale du personnel strasbourgeois devra décider de la suite à donner au mouvement. ■ X.T.